

Accord du 26 novembre 2024

relatif aux accessoires de salaire des personnels
des activités de télésurveillance

NOR : ASET2550280M

IDCC : 1351

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

GPMSE TLS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

UNSA FCS ;

CGT FCS ;

FEETS FO ;

SNEPS CFTC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Au regard des spécificités de l'activité consistant à fournir des services ayant pour objet la surveillance par des systèmes électroniques de sécurité ciblés notamment sur l'activité de télé-surveillance et de vidéo protection, relevant du champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 étendue par arrêté du 25 juillet 1985, de l'organisation de son marché, du modèle structurel, du mode de fonctionnement de l'activité et des entreprises, des contraintes particulières liées à la nature, aux modalités des prestations dispensées et aux conditions particulières de l'exercice de la mission, les partenaires sociaux de la branche des entreprises de prévention et de sécurité se sont réunis et conviennent, par le présent accord, de procéder à l'actualisation de la rémunération d'accessoires de salaire.

Article 1^{er} | Champ d'application

Les dispositions du présent accord sont applicables aux personnels exerçant exclusivement un emploi nécessitant la possession d'une carte professionnelle délivrée par le CNAPS, conseil national des activités privées de sécurité, « Agent de télésurveillance ».

Article 2 | *Objet. Accessoires concernés*

Les accessoires visés par le présent accord sont les suivants :

- travail de nuit ;
- travail du dimanche ;
- prime de panier.

Article 3 | *Revalorisation des accessoires visés*

Les parties conviennent de procéder à une revalorisation dans un cadre triennal et à partir du 1^{er} janvier 2025, selon le schéma défini ci-après :

■ Travail de nuit : porter le taux actuel de 10 % repris à l'article 1.1 de l'avenant du 25 septembre 2001 de la branche des entreprises de prévention et de sécurité à 20 % au termes de 3 années, selon la progression suivante :

- au 1^{er} janvier 2025 : à 15,00 % ;
- au 1^{er} janvier 2026 : à 18,00 % ;
- au 1^{er} janvier 2027 : à 20,00 %.

■ Travail du dimanche : porter le taux actuel de 10 % fixé à l'article 1^{er} de l'accord du 29 octobre 2003 de la branche des entreprises de prévention et de sécurité à 20 % au termes de 3 années, selon la progression suivante :

- au 1^{er} janvier 2025 : à 15,00 % ;
- au 1^{er} janvier 2026 : à 18,00 % ;
- au 1^{er} janvier 2027 : à 20,00 %.

■ Prime de panier : sans contrevenir aux dispositions de l'accord relatif aux revalorisations salariales du 25 septembre 2023 de la branche des entreprises de prévention et de sécurité, en vigueur, faire évoluer le montant actuel de la prime de panier et le porter à 6,50 euros au terme de 3 années, à savoir :

- au 1^{er} janvier 2025 : 5,00 € ;
- au 1^{er} janvier 2026 : 5,50 € ;
- au 1^{er} janvier 2027 : 6,50 €.

À partir du 1^{er} janvier 2028 : le montant de la prime de panier sera revalorisé au même taux que celui de l'évolution de la grille et selon les mêmes conditions d'entrée en vigueur des minima conventionnels conformément aux dispositions conventionnelles afférentes précisées à l'article 6 de l'annexe IV de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité.

Article 4 | *Durée et entrée en vigueur*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en application à compter du premier jour du mois suivant la publication de l'arrêté ministériel notifiant son extension et au plus tôt au 1^{er} janvier 2025.

Article 5 | *Égalité professionnelle femmes/hommes*

L'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, de réduction des inégalités salariales entre les femmes et les hommes ainsi que la promotion de la mixité des emplois sont pris en compte.

Article 6 | Disposition concernant les entreprises de moins de 50 salariés

Les parties rappellent que les dispositions du présent accord sont applicables à l'ensemble des entreprises de moins de 50 salariés relevant de son périmètre cité en préambule.

Article 7 | Révision et dénonciation

Conformément aux dispositions légales, le présent avenant pourra être révisé à tout moment par accord entre les parties.

Chacune des parties signataires pourra solliciter la révision de tout ou partie du présent avenant par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le respect des dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail.

Les négociations sur ce projet de révision devront s'engager dans un délai de 3 mois suivant la présentation du courrier de révision. Les dispositions de l'avenant dont la révision est demandée resteront en vigueur jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord ou à défaut seront maintenues.

Le présent avenant peut être dénoncé à tout moment, avec un préavis de 3 mois, par l'une ou l'autre des parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le respect des conditions de l'article L. 2261-9 du code du travail.

Article 8 | Dépôt et publicité

Le présent document sera déposé en deux exemplaires (une version papier et une version électronique) par l'une des organisations patronales signataires auprès de la direction générale du travail ainsi qu'en un exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Une demande d'extension sera par ailleurs déposée par la partie patronale dans les conditions décrites à l'article L. 2261-24 du code du travail.

Un exemplaire dûment signé par chacune des parties sera remis à chaque organisation représentative au sein de la branche.

Fait à Paris, le 26 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)